

**Art. 17.** Het koninklijk besluit van 13 augustus 1984 tot regeling van de samenstelling en de werking van de commissie ingesteld bij artikel 2 van de wet betreffende de leerplicht d.d. 29 juni 1983, wordt opgeheven.

**Art. 18.** Dit besluit treedt in werking op 1 april 1995.

**Art. 19.** De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Brussel, 24 mei 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en Audiovisuele Media,  
Ph. MAHOUX

F. 95 - 2774

[S - C - 29418]

24 MAI 1995

**Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 21 avril 1965 portant statut pécuniaire du personnel scientifique de l'Etat**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, telle qu'elle a été modifiée;  
Vu l'arrêté royal du 21 avril 1965 portant statut pécuniaire du personnel scientifique de l'Etat, notamment l'article 3, modifié par les arrêtés royaux des 8 septembre 1972, 30 juillet 1976, l'arrêté royal n° 83 du 31 juillet 1982, l'arrêté royal n° 163 du 30 décembre 1982, l'arrêté royal du 16 août 1988 et la loi du 4 janvier 1989;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 19 mars 1991 accordant un complément de traitement aux personnels des universités;  
Vu le protocole n° 59/1 du 13 juin 1991 du Comité commun à l'ensemble des services publics;  
Vu le protocole du 12 mai 1995 dans lequel sont consignées les conclusions de la négociation menée au sein du Comité du secteur IX;

Vu l'accord du Ministre chargé du budget donné le 14 avril 1995;  
Vu l'accord du Ministre chargé de la Fonction publique donné le 18 avril 1995;  
Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin et 4 juillet 1989;

Considérant qu'il y a lieu de fixer au plus tôt les échelles barémiques du personnel scientifique telles qu'elles résultent des conventions sectorielle et intersectorielle;

Vu l'urgence;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,

Arrête :

**Article 1er.** Les échelles de traitement mentionnées à l'article 3 de l'arrêté royal du 21 avril 1965 portant statut pécuniaire du personnel scientifique de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 8 septembre 1972, 30 juillet 1976, l'arrêté royal n° 83 du 31 juillet 1982, l'arrêté royal n° 163 du 30 décembre 1982, l'arrêté royal du 16 août 1988 et la loi du 4 janvier 1989, sont remplacées, aux dates indiquées, par les échelles de traitement suivantes :

**RANG A**

1° Attaché et assistant :

a) avec effet au 1er janvier 1989 :

278 399 — 505 938

3 annales de 9 858

1 biennale de 18 444

1 biennale de 13 525

9 biennales de 18 444

b) avec effet au 1er septembre 1989 :

283 967 — 516 057

3 annales de 10 055

1 biennale de 18 813

1 biennale de 13 795

9 biennales de 18 813

c) avec effet au 1er janvier 1990 :

760 277 — 1 361 676

3 annales de 25 504

11 biennales de 47 717

d) avec effet au 1er novembre 1990 :

775 482 — 1 388 908

3 annales de 26 015

11 biennales de 48 671

e) avec effet au 1er novembre 1991 :

783 236 — 1 402 799

3 annales de 26 275

11 biennales de 49 158

f) avec effet au 1er novembre 1992 :

806 733 — 1 444 885

3 annales de 27 063

11 biennales de 50 633

g) avec effet au 1er novembre 1993 :

822 875 — 1 473 782

3 annales de 27 604

11 biennales de 51 645

2° Attaché et assistant :

a) avec effet au 1er janvier 1989 :

306 807 — 437 992

2 annales de 8 904

1 annale de 3 985

8 biennales de 13 674

b) avec effet au 1er septembre 1989 :

312 943 — 446 753

2 annales de 9 081

1 annale de 4 064

8 biennales de 13 948

c) avec effet au 1er janvier 1990 :

833 773 — 1 185 897

3 annales de 23 036

8 biennales de 35 377

d) avec effet au 1er novembre 1990 :

850 448 — 1 209 619

3 annales de 23 497

8 biennales de 36 085

e) avec effet au 1er novembre 1991 :

858 952 — 1 221 716

3 annales de 23 732

8 biennales de 36 446

f) avec effet au 1er novembre 1992 :

884 720 — 1 258 372

3 annales de 24 444

8 biennales de 37 540

g) avec effet au 1er novembre 1993 :

902 414 — 1 283 541

3 annales de 24 933

8 biennales de 38 291

pour le porteur du diplôme de docteur en médecine, chirurgie et accouchements, de docteur en médecine vétérinaire, d'ingénieur civil, d'ingénieur agronome ou d'ingénieur chimiste et des industries agricoles.

3° Premier assistant :

a) avec effet au 1er janvier 1989 :

387 960 — 554 910

3 annales de 8 904

9 biennales de 15 582

b) avec effet au 1er septembre 1989 :

395 719 — 566 008

3 annales de 9 081

9 biennales de 15 894

c) avec effet au 1er janvier 1990 :

1 056 455 — 1 488 380

3 annales de 23 036

9 biennales de 40 313

d) avec effet au 1er novembre 1990 :

1 077 584 — 1 518 146

3 annales de 23 497

9 biennales de 41 119

e) avec effet au 1er novembre 1991 :

1 088 361 — 1 533 327

3 annales de 23 732

9 biennales de 41 530

f) avec effet au 1er novembre 1992 :

1 121 011 — 1 579 327

3 annales de 24 444

9 biennales de 42 776

g) avec effet au 1er novembre 1993 :

1 143 431 — 1 610 918

3 annales de 24 933

9 biennales de 43 632

— avoir été confirmé dans le rang A;

— être porteur du diplôme de docteur obtenu à la suite de la défense publique d'une dissertation ou justifier, dans la discipline de la fonction, de travaux scientifiques jugés comparables à une dissertation de doctorat par l'autorité compétente.

#### RANG B

Chef de travaux :

a) avec effet au 1er janvier 1989 :

400 044 — 602 928

11 biennales de 18 444

b) avec effet au 1er septembre 1989 :

408 354 — 615 297

11 biennales de 18 813

c) avec effet au 1er janvier 1990 :

1 087 718 — 1 612 605

11 biennales de 47 717

d) avec effet au 1er novembre 1990 :

1 109 472 — 1 644 853

11 biennales de 48 671

e) avec effet au 1er novembre 1991 :

1 120 566 — 1 661 304

11 biennales de 49 158

f) avec effet au 1er novembre 1992 :

1 154 182 — 1 711 145

11 biennales de 50 633

g) avec effet au 1er novembre 1993 :

1 177 274 — 1 745 369

11 biennales de 51 645

#### RANG C

Chef de travaux agrégé :

a) avec effet au 1er janvier 1989 :

407 040 — 674 160

14 biennales de 19 080

b) avec effet au 1er septembre 1989 :

415 490 — 687 958

14 biennales de 19 462

c) avec effet au 1er janvier 1990 :

1 105 818 — 1 796 900

14 biennales de 49 363

d) avec effet au 1er novembre 1990 :

1 127 932 — 1 832 846

14 biennales de 50 351

e) avec effet au 1er novembre 1991 :

1 139 211 — 1 851 181

14 biennales de 50 855

f) avec effet au 1er novembre 1992 :

1 173 387 — 1 906 721

14 biennales de 52 381

g) avec effet au 1er novembre 1993 :

1 196 863 — 1 944 855

14 biennales de 53 428

**Art. 2.** L'article 4 de l'arrêté royal n° 83 du 31 juillet 1982 modifiant le statut administratif et pécuniaire du personnel scientifique de l'Etat, modifié par l'arrêté royal n° 163 du 30 décembre 1982, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 4. § 1er. Les personnes qui ont été désignées ou nommées avant le 1er octobre 1982, et qui sont entrées en service avant cette date, continuent à bénéficier du statut pécuniaire, fixé par l'article 3, rubrique "Rang A", 1° et 2°, de l'arrêté royal du 21 avril 1965, tel qu'il existait avant le 1er octobre 1982, date de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal n° 83 du 31 juillet 1982.

§ 2. Ce statut pécuniaire est modifié comme suit :

1° Attaché :

a) avec effet au 1er janvier 1989 :

306 807 -- 437 992

2 annales de 8 904

1 biennale de 3 985

8 biennales de 13 674

b) avec effet au 1er septembre 1989 :

312 943 -- 446 753

2 annales de 9 081

1 biennale de 4 064

8 biennales de 13 948

c) avec effet au 1er janvier 1990 :

833 773 -- 1 185 897

3 annales de 23 036

8 biennales de 35 377

d) avec effet au 1er novembre 1990 :

850 448 -- 1 209 619

3 annales de 23 497

8 biennales de 36 085

e) avec effet au 1er novembre 1991 :

858 952 -- 1 221 716

3 annales de 23 732

8 biennales de 36 446

f) avec effet au 1er novembre 1992 :

884 720 -- 1 258 372

3 annales de 24 444

8 biennales de 37 540

g) avec effet au 1er novembre 1993 :

902 414 -- 1 283 541

3 annales de 24 733

8 biennales de 38 291

2° Assistant :

a) avec effet au 1er janvier 1989 :

343 440 -- 494 808

3 annales de 8 904

8 biennales de 15 582

b) avec effet au 1er septembre 1989 :

350 309 -- 504 704

3 annales de 9 081

8 biennales de 15 894

c) avec effet au 1er janvier 1990 :

941 275 -- 1 332 887

3 annales de 23 036

8 biennales de 40 313

d) avec effet au 1er novembre 1990 :

960 100 -- 1 359 543

3 annales de 23 497

8 biennales de 41 119

e) avec effet au 1er novembre 1991 :

969 702 -- 1 373 138

3 annales de 23 732

8 biennales de 41 530

f) avec effet au 1er novembre 1992 :

998 793 -- 1 414 333

3 annales de 24 444

8 biennales de 42 776

g) avec effet au 1er novembre 1993 :

1 018 768 -- 1 442 623

3 annales de 24 933

8 biennales de 43 632

pour le porteur du diplôme de docteur obtenu à la suite de la défense publique d'une dissertation ou du diplôme de docteur en médecine, chirurgie et accouchements, de docteur en médecine vétérinaire, d'ingénieur civil, d'ingénieur agronome ou d'ingénieur chimiste et des industries agricoles, ou de pharmacien\*.

**Art. 3.** L'allocation mensuelle de 2 000 F accordée au personnel scientifique en vertu de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 19 mars 1991 accordant un complément de traitement aux personnels des universités est réduite à 1 200 F (non indexables) à partir du 1er novembre 1991.

Toutefois, le montant de 1 200 F est augmenté de la différence entre 800 F et 1 pour cent de la rémunération mensuelle calculée sur base des échelles de traitement applicables au 1er octobre 1991 et indexée suivant les règles en vigueur pour les rémunérations des services publics. Si cette différence est négative, il convient de ne pas en tenir compte.

**Art. 4.** Le complément de traitement dont question à l'article 4 est supprimé à la date du 1er novembre 1992.

**Art. 5.** L'article 7 de l'arrêté royal du 21 avril 1965 précité est complété par un alinéa 3, rédigé comme suit :

"Sont également admissibles pour l'octroi des augmentations intercalaires, et cela pour une durée maximum de deux ans, les services accomplis dans le secteur public comme chômeur mis au travail dans une fonction comportant des prestations complètes."

**Art. 6.** Les rémunérations annuelles mentionnées aux articles 1er et 2 sont des montants rattachés à l'indice 138.01, à 100 %, à partir du 1er janvier 1990.

**Art. 7.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1989, à l'exception de l'article 5 qui produit ses effets le 1er janvier 1992.

**Art. 8.** Le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 mai 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,  
M. LEBRUN

VERTALING

N. 05 - 2774

[S - C - 29418]

24 MEI 1995

**Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit d.d. 21 april 1965 houdende bezoldigingsregeling van het wetenschappelijk personeel van de Staat**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet d.d. 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 21 april 1965 houdende bezoldigingsregeling van het wetenschappelijk personeel van de Staat, inz. op artikel 3, gewijzigd bij de koninklijke besluiten d.d. 8 september 1972, 30 juli 1976, bij het koninklijk besluit nr. 83 d.d. 31 juli 1982, bij het koninklijk besluit nr. 163 d.d. 30 december 1982, bij het koninklijk besluit d.d. 16 augustus 1988 en bij de wet d.d. 4 januari 1989;

Gelet op het besluit van de Executieve d.d. 19 maart 1991 houdende toekenning van een weddetoeslag aan de personeelsleden van de universiteiten;

Gelet op het protocol nr. 59/1 d.d. 13 juni 1991 van het Gemeenschappelijk Comité voor de overheidsdiensten;

Gelet op het protocol d.d. 12 mei 1995 van Sectorcomité IX;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting d.d. 14 april 1995;

Gelet op het akkoord van de Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken, gegeven op 18 april 1995;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inz. op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten dd. 9 augustus 1980, 16 juni en 4 juli 1989;

Overwegende dat de weddeschalen van het wetenschappelijk personeel zo snel mogelijk moeten worden aangepast aan de sectoriële en intersectoriële overeenkomsten;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Besluit :

**Artikel 1.** De weddeschalen die vermeld staan in artikel 3 van het koninklijk besluit d.d. 21 april 1965 houdende bezoldigingsregeling van het wetenschappelijk personeel van de Staat gewijzigd bij de koninklijke besluiten d.d. 8 september 1972, 30 juli 1976, bij het koninklijk besluit nr. 83 d.d. 31 juli 1982, bij het koninklijk besluit nr. 163 d.d. 30 december 1982, bij het koninklijk besluit d.d. 16 augustus 1988 en bij de wet d.d. 4 januari 1989, worden op de vermelde datums door de volgende weddeschalen vervangen :

RANG A

1° Attaché en assistent

a) met uitwerking op 1 januari 1989 :

278 399 — 505 938

3 jaarlijkse verhogingen van 9 858

1 tweejaarlijkse verhoging van 18 444

1 tweejaarlijkse verhoging van 13 525

9 tweejaarlijkse verhoging van 18 444

- b) met uitwerking op 1 september 1989 :  
283 967 — 516 057  
3 jaarlijkse verhogingen van 10 055  
1 tweejaarlijkse verhoging van 18 813  
1 tweejaarlijkse verhoging van 13 795  
9 tweejaarlijkse verhogingen van 18 813  
c) met uitwerking op 1 januari 1990 :  
760 277 — 1 361 676  
3 jaarlijkse verhogingen van 25 504  
11 tweejaarlijkse verhogingen van 47 717  
d) met uitwerking op 1 november 1990 :  
775 482 — 1 388 908  
3 jaarlijkse verhogingen van 26 015  
11 tweejaarlijkse verhogingen van 48 671  
e) met uitwerking op 1 november 1991 :  
783 236 — 1 402 799 3 jaarlijkse verhogingen van 26 275  
11 tweejaarlijkse verhogingen van 49 158  
f) met uitwerking op 1 november 1992 :  
806 733 — 1 444 885  
3 jaarlijkse verhogingen van 27 063  
11 tweejaarlijkse verhogingen van 50 633  
g) met uitwerking op 1 november 1993 :  
822 875 — 1 473 782  
3 jaarlijkse verhogingen van 27 604  
11 tweejaarlijkse verhogingen van 51 645  
2° Attaché en assistent  
a) met uitwerking op 1 januari 1989 :  
306 807 — 437 992  
2 jaarlijkse verhogingen van 8 904  
1 jaarlijkse verhoging van 3 985  
8 tweejaarlijkse verhogingen van 13 674  
b) met uitwerking op 1 september 1989 :  
312 943 — 446 753  
2 jaarlijkse verhogingen van 9 081  
1 jaarlijkse verhoging van 4 064  
8 tweejaarlijkse verhogingen van 13 948  
c) met uitwerking op 1 januari 1990 :  
833 773 — 1 185 897  
3 jaarlijkse verhogingen van 23 036  
8 tweejaarlijkse verhogingen van 35 377  
d) met uitwerking op 1 november 1990 :  
850 448 — 1 209 619  
3 jaarlijkse verhogingen van 23 497  
8 tweejaarlijkse verhogingen van 36 085  
e) met uitwerking op 1 november 1991 :  
858 952 — 1 221 716  
3 jaarlijkse verhogingen van 23 732  
8 tweejaarlijkse verhogingen van 36 446  
f) met uitwerking op 1 november 1992 :  
884 720 — 1 258 372  
3 jaarlijkse verhogingen van 24 444  
8 tweejaarlijkse verhogingen van 37 540  
g) met uitwerking op 1 november 1993 :  
902 414 — 1 283 541  
3 jaarlijkse verhogingen van 24 93,  
8 tweejaarlijkse verhogingen van 38 241  
voor de houder van het diploma van doctor in de genees-, heel- en verloskunde, van doctor in de veeartsenijkunde,  
van burgerlijk ingenieur of van ingenieur in de scheikunde en de landbouwindustrieën.  
3° Eerstaanwendend assistent  
a) met uitwerking op 1 januari 1989 :  
387 960 — 554 910  
3 jaarlijkse verhogingen van 8 904  
9 tweejaarlijkse verhogingen van 15 582

b) met uitwerking op 1 september 1989 :  
395 719 — 566 008

3 jaarlijkse verhogingen van 9 081  
9 tweejaarlijkse verhogingen van 15 894

c) met uitwerking op 1 januari 1990 :  
1 056 455 — 1 488 380

3 jaarlijkse verhogingen van 23 036  
9 tweejaarlijkse verhogingen van 40 313

d) met uitwerking op 1 november 1990 :  
1 077 584 — 1 518 146

3 jaarlijkse verhogingen van 23 497  
9 tweejaarlijkse verhogingen van 41 119

e) met uitwerking op 1 november 1991 :  
1 088 361 — 1 533 327

3 jaarlijkse verhogingen van 23 732  
9 tweejaarlijkse verhogingen van 41 530

f) met uitwerking op 1 november 1992 :  
1 121 011 — 1 579 327

3 jaarlijkse verhogingen van 24 444  
9 tweejaarlijkse verhogingen van 42 776

g) met uitwerking op 1 november 1993 :  
1 143 431 — 1 610 918

3 jaarlijkse verhogingen van 24 933  
9 tweejaarlijkse verhogingen van 43 632

— bevestigd zijn in rang A;

— houder zijn van een doctorsdiploma dat behaald werd na openbare verdediging van een verhandeling, of het bewijs leveren, in de tak der wetenschappen waarop het ambt betrekking heeft, van wetenschappelijk werk dat met een doctoraatsverhandeling kan worden vergeleken door de overheid die bevoegd is.

#### RANG B

Werkleider :

a) met uitwerking op 1 januari 1989 :  
400 044 — 602 928

11 tweejaarlijkse verhogingen van 18 444

b) met uitwerking op 1 september 1989 :  
408 354 — 615 257

11 tweejaarlijkse verhogingen van 18 813

c) met uitwerking op 1 januari 1990 :  
1 087 718 — 1 612 605

11 tweejaarlijkse verhogingen van 47 717

d) met uitwerking op 1 november 1990 :  
1 109 472 — 1 644 853

11 tweejaarlijkse verhogingen van 48 671

e) met uitwerking op 1 november 1991 :  
1 120 566 — 1 661 304

11 tweejaarlijkse verhogingen van 49 158

f) met uitwerking op 1 november 1992 :  
1 154 182 — 1 711 145

11 tweejaarlijkse verhogingen van 50 633

g) met uitwerking op 1 november 1993 :  
1 177 274 — 1 745 369

11 tweejaarlijkse verhogingen van 51 645

#### RANG C

Werkleider-geaggregeerde :

a) met uitwerking op 1 januari 1989 :  
407 000 — 674 160

14 tweejaarlijkse verhogingen van 19 080

b) met uitwerking op 1 september 1989 :  
415 490 — 687 958

14 tweejaarlijkse verhogingen van 19 462

c) met uitwerking op 1 januari 1990 :  
1 105 818 — 1 796 900

14 tweejaarlijkse verhogingen van 49 363

d) met uitwerking op 1 november 1990 :

1 127 932 — 1 832 846

14 tweejaarlijkse verhogingen van 50 351

e) met uitwerking op 1 november 1991 :

1 139 211 — 1 851 181

14 tweejaarlijkse verhogingen van 50 855

f) met uitwerking op 1 november 1992 :

1 173 387 — 1 906 721

14 tweejaarlijkse verhogingen van 52 381

g) met uitwerking op 1 november 1993 :

1 196 863 — 1 944 855

14 tweejaarlijkse verhogingen van 53 428

Art. 2. Artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 83 d.d. 31 juli 1982 houdende wijziging van het administratief en geldelijk statuut van het wetenschappelijk personeel van de Staat, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 163 d.d. 30 december 1982, wordt door de volgende bepaling vervangen:

"Artikel 4. § 1. De personen die vóór 1 oktober 1982 aangesteld of benoemd werden en die vóór die datum in dienst zijn getreden, blijven de bezoldigingsregeling, vastgesteld door artikel 3, rubriek "Rang A", 1° en 2°, van het koninklijk besluit dd. 21 april 1965, genieten, zoals ze bestond voor 1 oktober 1982, datum van inwerkingtreding van het koninklijk besluit nr. 83 d.d. 31 juli 1982.

§ 2. Deze bezoldigingsregeling wordt als volgt gewijzigd :

1° Attaché :

a) met uitwerking op 1 januari 1989 :

306 807 — 437 992

2 jaarlijkse verhogingen van 8 904

1 tweejaarlijkse verhoging van 3 985

8 tweejaarlijkse verhogingen van 13 674

b) met uitwerking op 1 september 1989 :

312 943 — 446 753

2 jaarlijkse verhogingen van 9 081

1 tweejaarlijkse verhoging van 4 064

8 tweejaarlijkse verhogingen van 13 948

c) met uitwerking op 1 januari 1990 :

833 773 — 1 185 897

3 jaarlijkse verhogingen van 23 036

8 tweejaarlijkse verhogingen van 35 377

d) met uitwerking op 1 november 1990 :

850 448 — 1 209 619

3 jaarlijkse verhogingen van 23 497

8 tweejaarlijkse verhogingen van 36 085

e) met uitwerking op 1 november 1991 :

858 952 — 1 221 716

3 jaarlijkse verhogingen van 23 732

8 tweejaarlijkse verhogingen van 36 446

f) met uitwerking op 1 november 1992 :

884 720 — 1 258 372

3 jaarlijkse verhogingen van 24 444

8 tweejaarlijkse verhogingen van 37 540

g) met uitwerking op 1 november 1993 :

902 414 — 1 283 541

3 jaarlijkse verhogingen van 24 933

8 tweejaarlijkse verhogingen van 38 291

2° Assistent :

a) met uitwerking op 1 januari 1989 :

343 440 — 494 808

3 jaarlijkse verhogingen van 8 904

8 tweejaarlijkse verhogingen van 15 582

b) met uitwerking op 1 september 1989 :

350 309 — 504 704

3 jaarlijkse verhogingen van 9 081

8 tweejaarlijkse verhogingen van 15 864

c) met uitwerking op 1 januari 1990 :

941 275 — 1 332 887

3 jaarlijkse verhogingen van 23 036

8 tweejaarlijkse verhogingen van 40 313



d) met uitwerking op 1 november 1990 :

960 100- 1 373 543

3 jaarlijkse verhogingen van 23 497

8 tweejaarlijkse verhogingen van 41 119

e) met uitwerking op 1 november 1991 :

969 702 — 1 373 138

3 jaarlijkse verhogingen van 23 732

8 tweejaarlijkse verhogingen van 41 530

f) met uitwerking op 1 november 1992 :

998 793 — 1 414 333

3 jaarlijkse verhogingen van 24 444

8 tweejaarlijkse verhogingen van 42 776

g) met uitwerking op 1 november 1993 :

1 018 768 — 1 442 623

3 jaarlijkse verhogingen van 24 933

8 tweejaarlijkse verhogingen van 43 632

voor de houder van een doctorsdiploma dat behaald werd na openbare verdediging van een verhandeling, of van het diploma van doctor in de genees-, heel en verloskunde, van doctor in de veeartsenijkunde, van burgerlijk ingenieur in de scheikunde en de landbouwindustrieën, of van apotheker.

**Art. 3.** De maandelijks uitkering van 2 000 F, die toegekend wordt aan het wetenschappelijk personeel krachtens het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 19 maart 1991 houdende toekenning van een weddetoeslag aan de personeelsleden van de universiteiten, wordt beperkt tot 1 200 F (niet gekoppeld aan het indexcijfer) vanaf november 1991.

Het bedrag van 1 200 F wordt echter verhoogd met het verschil tussen 800 F en 1 % van de maandelijks bezoldiging berekend op grond van de op 1 oktober 1991 toepasselijke weddeschalen, geïndexeerd volgens de voor de bezoldiging van de openbare diensten geldende regels. Indien het verschil negatief is, dient men er geen rekening mee te houden.

**Art. 4.** De weddetoeslag waarvan sprake in artikel 4 wordt vanaf 1 november 1992 afgeschaft.

**Art. 5.** Artikel 7 van bovenvermeld koninklijk besluit dd. 21 april 1965 wordt aangevuld met een lid 3, dat luidt als volgt :

"Komen eveneens in aanmerking voor de toekenning van de tussenverhogingen, zulks voor een maximale duur van twee jaar, de diensten uitgeoefend in de openbare sector als tewerkgestelde werkloze in een ambt met volledige prestaties".

**Art. 6.** De in de artikelen 1 en 2 vermelde jaarwedden zijn gekoppeld aan het indexcijfer 138,01, tegen 100 %, vanaf 1 januari 1990.

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1989 met uitzondering van artikel 5 dat op 1 januari 1992 uitwerking heeft.

**Art. 8.** De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 mei 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

M. LEBRUN

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

### MINISTERE DE LA JUSTICE

#### Ordre judiciaire

[9800]

Par arrêté royal du 27 septembre 1995, produisant ses effets le 15 septembre 1995, est acceptée la démission de M. De Cock, J., de ses fonctions de juge suppléant à la justice de paix du canton de Tielt.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêtés royaux du 29 septembre 1995, sont nommés juge suppléant :

— au tribunal de première instance de Malines :  
M. Vangoidsenhoven, E., avocat;

### MINISTERIE VAN JUSTITIE

#### Rechterlijke Orde

[9800]

Bij koninklijk besluit van 27 september 1995, dat uitwerking heeft met ingang van 15 september 1995, is aan de heer De Cock, J., ontslag verleend uit zijn ambt van plaatsvervangend rechter in het vredege-recht van het kanton Tielt.

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershelve te voeren.

Bij koninklijke besluiten van 29 september 1995 zijn benoemd tot plaatsvervangend rechter :

— in de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen :  
de heer Vangoidsenhoven, E., advocaat;